

Le dollar canadien

lièrement au Royaume-Uni où l'on a tenté tant et plus de hausser les taux d'intérêt, mais sans résultat.

A titre de parlementaires, nous avons à l'égard des Canadiens une responsabilité qui dépasse la victoire électorale de notre parti sur un autre parti. On aurait cru, à entendre les délibérations de la Chambre cet après-midi—à entendre les interruptions dont nous avons été l'objet quand notre chef avait la parole et formulait une simple requête—que tout ceci n'était qu'un jeu. Ce n'est pas un jeu. Il s'agit d'une question d'une grande importance pour tous les citoyens du pays et, je dirais, pour tous les pays de l'Occident. Personne ne connaît la vérité avec certitude. Voilà pourquoi nous avons demandé la tenue d'une enquête approfondie.

Nous félicitons le gouverneur de la Banque du Canada d'avoir le courage de comparaître et de défendre ses politiques. Nous savons qu'il est inquiet. Nous savons qu'il est au courant de cette théorie dont on discute aux États-Unis. Le Conseil économique savait que l'on discutait de cette théorie aux États-Unis comme si c'était de nouveau parole d'Évangile. Mais le gouverneur de la Banque du Canada n'en parle jamais. Le Conseil économique du Canada n'en souffle jamais mot non plus parce que le «grand frère» ne lui permet pas. Tout le monde à la Chambre devrait savoir qui est «grand frère».

Il y a quelques années, en 1972, quand la bataille menée au sein du bureau du premier ministre a été perdue, le système a été restauré d'une autre façon. «Grand frère» arrive maintenant à ses fins par l'entremise d'une organisation secrète, genre Gestapo, fondée sur les commissaires. Chaque ministère du gouvernement a son commissaire qui passe par-dessus la tête du sous-ministre et du ministre et qui fait directement rapport au bureau privé, à grand frère. Voilà pourquoi les fonctionnaires de la capitale nationale sont timorés et démoralisés. Voilà pourquoi, eux qui ont toujours voté pour le parti libéral par loyauté pour leur patron, sont déterminés à ne plus voter pour ce parti dorénavant à cause de ces commissaires qui surveillent leurs moindres gestes.

M. Paproski: Roméo en sait quelque chose.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Nous les députés, nous avons le droit et même le devoir de demander conseil aux gens qui peuvent nous être de quelque utilité. La théorie sur laquelle les conseillers du gouvernement se fondent depuis une trentaine d'années doit être erronée. Je le sais, parce que je suis capable d'additionner et de soustraire des chiffres. C'est un Canadien qui est l'auteur de cette théorie qui porte le nom de Mundell. Sauf erreur, en six ans, le nom de cette personne n'a été mentionné à la Chambre que par deux députés, le député de Don Valley et votre serviteur. Je recommande aux Canadiens, dans leur propre intérêt et dans un esprit dénué de tout sectarisme, de lire les discours que nous avons faits en toute humilité, le député de Don Valley et moi-même; nous y avons d'ailleurs reconnu que nous ne détenions pas la clé du problème. Dans le discours qu'il a prononcé le 9 juillet, le député de Don Valley a parlé de la situation internationale. Quant à moi, dans l'allocution que j'ai faite le 8

juillet, j'ai parlé de la situation intérieure. J'y ai mentionné quatre solutions différentes que le nouveau ministre des Finances aurait dû étudier. Je savais dans mon fort intérieur qu'il y avait très peu de chance que le ministre en tienne compte.

Je savais par mon expérience personnelle, tant du côté ministériel que du côté de l'opposition, que nous avions affaire à un bloc monolithique qui ne permettait aucune divergence d'opinion. Il a refusé et rejeté les suggestions du Conseil économique du Canada, il a regardé avec méfiance le Conference Board, il a dénigré le C.D. Howe Institute, comme il a dénigré le nouvel institut de Walter Gordon il y a deux semaines. Le gouvernement croit que Dieu a créé la sagesse et l'a insufflée aux 250 professionnels qui travaillent au ministère des Finances, et que Dieu ait pitié de tout le conseil économique ou tout autre organisme. Voilà les faits.

Nous sommes comptables, en tant que députés à nos commettants et à l'ensemble des Canadiens. Allons-nous nous laisser dominer et diriger par un groupe de personnes qui, comme on l'a prouvé, sont dans l'erreur depuis 30 ans?

M. Railton: Prouvez-le.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Lorsque j'étais du côté ministériel, nous affrontions ceux qui avaient quelque chose à proposer, et nous avons été, au cours des 30 dernières années, le seul gouvernement à s'attaquer à ce concept du monopole de la sagesse. Nous sommes mêmes allés jusqu'à renvoyer le gouverneur de la Banque du Canada parce qu'il ne voulait pas reconnaître la valeur de notre point de vue.

Je m'adresse à vous en face. Vous auriez dû voir ce qui s'est passé de ce côté à cette époque-là. C'était du véritable théâtre avec l'agence de publicité, les photographes, un comité sénatorial, les arguments et enfin la victime qui avait été renvoyée par un gouvernement majoritaire de 200 députés. Un loyal fonctionnaire voulait empêcher l'importation de tout produit au Canada et augmenter les impôts de 25 p. 100. On a eu recours aux techniques des relations publiques pour détruire notre parti politique. Cette fois-ci cependant, ce sont les députés d'en face qui marchent sur la corde raide. Ce sont eux qui doivent faire face au tourbillon. Ils doivent maintenant se rendre compte qu'ils ont convaincu les habitants des grandes villes que seuls les libéraux pouvaient diriger le pays et, que seul le parti libéral entendait la voix de Dieu.

● (2120)

De plus en plus de gens commencent à se rendre compte que ce n'est pas le parti libéral qui dirige le Canada. C'est un groupe de mandarins qui s'est emparé du pouvoir pendant la guerre et qui s'est maintenant constitué un véritable monopole. La seule façon pour les libéraux d'essayer de diriger le pays, c'est d'avoir recours au personnel du premier ministre au cabinet du conseil privé et d'employer des méthodes qui rappellent la Gestapo. Cela ne donne rien, monsieur l'Orateur, parce qu'il est impossible d'avoir gain de cause quand on ne sait rien. Il faut autre chose.